

CIBLE

Air Lib

A juste titre, les salariés d'Air Lib s'estiment floués, trahis, abandonnés par tous ceux qui ont partagé la désastreuse aventure de cette compagnie. Montages financiers douteux, copinage de gauche, gestion approximative, puis les lâchages successifs de Swissair, du groupe néerlandais Imca et finalement du gouvernement Raffarin.

Politique, financière, de droite ou de gauche, l'oligarchie est responsable de ce naufrage : le communiste Jean-Claude Gayssot, qui s'est arrangé avec le PDG Jean-Charles Corbet, Ernest-Antoine Seillière, qui a brutalement retiré ses capitaux, Gilles de Robien...

Mais il ne suffit pas de désigner les responsables et les coupables : c'est le système ultra-concurrentiel qu'il faut récuser puisque la preuve est faite qu'il détruit, entre autres secteurs, le transport aérien.

Il faut en tirer deux conséquences. D'abord renoncer à la privatisation d'Air France. Puis réorganiser et développer la compagnie nationale afin qu'elle offre aux passagers des vols sûrs et réguliers, et garantisse une multiplication d'emplois stables et convenablement rétribués aux salariés de ce secteur stratégique. Même s'il faut pour cela rejeter les directives ultra-libérales de Bruxelles.

COTE D'IVOIRE

Qui sont les coupables ?

Marx

**La lecture
d'Aron**

p. 9

Louis XVII

**L'agonie
d'un roi**

p. 10

Les cadres ont décroché

Dans les entreprises, les cadres n'y croient plus, n'en peuvent plus et décrochent tout en continuant de faire semblant. Adultés naguère, ils sont considérés comme du matériau jetable après exploitation totale des intelligences, des compétences et des talents - jusqu'à l'épuisement nerveux.

A quoi reconnaît-on qu'une situation est pré-révolutionnaire ? Au fait que *plus personne n'y croit*. Alors que la classe dirigeante enjoint à la population d'avoir confiance (ce qui est absurde car la confiance, ça se mérite), alors que des indicateurs sont censés mesurer la confiance des ménages, des entrepreneurs, des actionnaires, des directeurs d'achat etc., le fait est que tout le monde ou presque a perdu confiance dans le système économique et social.

Mutatis mutandis, nous assistons dans les grands pays capitalistes à un phénomène qui avait annoncé la chute du système soviétique : les citoyens ne croyaient plus à la promesse de matins radieux, les cadres du Parti répétaient sans y croire les mots d'ordre du haut appareil, les cadres de l'industrie collectivisée ne croyaient plus aux brochures célébrant la réalisation de tous

les objectifs du Plan... Seules la peur de la police et l'absence de perspectives politiques permettaient le maintien du système, dans l'inertie bavarde, le gaspillage et la corruption.

En Europe de l'Ouest, aux États-Unis, au Japon, la crise de confiance se développe et atteint dans certains pays son point culminant. Pour s'en tenir à la France, le cinéma (*La Crise*, *Le Placard*...) annonce depuis plusieurs années ce que confirment les enquêtes sociologiques et les sondages d'opinion : à la révolte des ouvriers et des employés, jalonnée de mouvement d'occupation et de grèves par procuration, s'ajoute la révolte des cadres de la société. D'abord celles de professions (médecins) et de diverses catégories de fonctionnaires, mais aussi celle, invisible à la télévision, des cadres de l'industrie.

Dernier en date des symptômes de cette crise

généralisée des cadres, son analyse par la presse libérale. Il y a peu, *Le Figaro* (12-11-2002) avait commenté un sondage Gallup-Ifop indiquant que seulement 6 % des cadres (et 3 % des cadres supérieurs !) se sentent « engagés » envers leur entreprise. Surtout, le mensuel *Enjeux-Les Échos* de janvier dernier (n° 187) consacrait une longue analyse à « la rupture » entre cadres et patrons, à partir d'une enquête d'opinion et d'entretiens avec des sociologues.

Le constat, atterré, rejoint celui des militants de la NAR qui assurent ou ont assuré, avant d'être virés, des fonctions d'encadrement. Alors que les cadres se représentaient naguère comme les colonels d'une armée conquérante, acteurs décisifs de l'expansion économique grâce à leur science du « management », ils se disent aujourd'hui floués, rejetés

comme du déchet, victimes d'abus de confiance, et contraints de vivre dans la schizophrénie puisqu'ils ne croient plus aux directives reçues du patron et qu'ils sont chargés de faire appliquer. Souvent, les manuels de management sont rangés sur les étagères mais jamais consultés - comme naguère à l'Est les œuvres de Marx et d'Engels. On travaille pour gagner sa vie, dans la peur d'être licencié et depuis peu dans le mépris des grands patrons qui se moquent du personnel qu'ils exploitent comme de leur première « stock option ». On apprend même dans le numéro précité d'*Enjeux* que 17 % des cadres et membres des professions libérales ont « une attitude si peu constructive qu'elle s'apparenterait presque à du sabotage » !

Plus personne ne croit qu'il s'agirait là d'un malaise passager, ni même d'une dépression nerveuse de personnes mal préparées à subir les effets anxiogènes du système ultra-concurrentiel. C'est le système ultra-libéral qui a fait la preuve de son inefficacité et de sa violence, en Argentine comme au Japon. Ce sont les règles de la gestion managériale qui ont été ridiculisées par la faillite d'Enron et par les manipulations d'Andersen. Ce sont les hableries de Jean-Marie Messier, les provocations de Serge Tchuruk (l'usine sans ouvriers) et la rapacité de dirigeants de moindre envergure qui provoquent une immense et sourde colère. Elle finira bien par exploser.

Annette DELRANCK

royaliste 
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUY

SOMMAIRE : p.2 : Les cadres ont décroché - p.3 : L'escroquerie du « bon sens » - Dumas - p.4 : APA... compte ! - p.5 : Distraction africaine - p.6/7 : L'islam mondialisé - p.8 : Prélude à une critique - Autisme - p.9 : Aron, lecteur de Marx - p.10 : La chambre - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : Face au nationalisme.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57

Télécopie : 01.42.96.05.53

Dir. publication : Yvan AUMONT

Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (46 €)

☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

L'escroquerie du « bon sens »

Le parti des amis de Jacques Chirac s'affiche sur les murs comme celui du pragmatisme, de la proximité, du terrain, du « bon sens ».

Tromperie sur la marchandise !

Nous avons affaire à une offensive idéologique contre le gouvernement, nécessairement politique, des États.

Cela fait vingt ans que nous luttons contre le « réalisme » et ses succédanés. Mais ça revient comme une marée noire, ça coule comme de la glu de tous les micros, ça enrobe le discours dominant, répétitif, finassier, tellement bienveillant qu'on a envie de se laisser aller à l'imposture « pragmatique ».

C'est vrai, quoi ! Le petit bébé de l'affiche UMP, il n'a pas envie de travailler jusqu'à 99 ans. Et le petit écolier, il souhaite comme nous une « société plus sûre » de même que nous voulons toutes, nous les femmes modernes, une lessive qui lave plus blanc – et même, plus blanc que le blanc. Avant même de lire ces vérités premières sur les murs, je les découvre dans *Libération* (8/1/03) et j'y apprend que M. Douste-Blazy se réjouit de l'efficacité de cette campagne d'adhésions qui coûtera à l'UMP la modique somme de 1,2 million d'euros.

Comme la communication n'a pas tué l'information et la réflexion, j'apprends dans le même quotidien que « le chef du gouvernement se pose en champion de la dépolitisation du débat public » (1). Bien vu, cher confrère ! Jean-Pierre Raffarin s'affiche en homme qui « écoute le terrain » (avec un stéthoscope ?) et Jacques Chirac se fait le chantre d'un État policier (de la route), médecin (cancérologue), assistant social (l'insertion des

handicapés) et d'une administration où personne n'attendrait plus au guichet...

Tel est le pragmatisme gouvernemental qui, accommodé à la sauce compassionnelle, fabrique une belle unanimité : tout le monde est contre le cancer, les accidents de la route, les files d'attente, les incendies, les inondations et les maladies. Le piège est grossier et les intellectuels socialistes se précipitent pour l'éventer. Pétain se réclamait lui aussi du *réalisme* ! Antoine Pinay se voulait lui aussi *proche des gens* ! Raymond Barre vantait le *bon sens* ! Bien vu, lanturlu. Mais Pierre Bérégovoy prêchait lui aussi le pragmatisme, tout comme Laurent Fabius ; Martine Aubry chantait le terrain et Lionel Jospin s'affirmait réaliste.

De gauche ou de droite, tous les oligarques parlent le même langage pour couvrir les mêmes démissions et la même fuite devant les responsabilités politiques.

Il est facile, mais nécessaire, de rappeler que le réalisme de Pétain consistait à prôner la Collaboration et à participer activement à la guerre civile entre la Milice, qu'il encourageait, et la Résistance. Antoine Pinay tenait quant à lui des propos de bon sens qui incitaient à la confiance peu avant le déclenchement de la guerre d'Algérie qui fut, aussi, une guerre civile. Chacun à leur manière, ils se soumet-

taient au « réel » sans voir la violence qui est en lui.

Il est facile, mais nécessaire, de rappeler que c'est au nom du pragmatisme que la gauche a laissé grandir la crise des hôpitaux et que c'est la réalité qui pousse Nicolas Sarkozy à fermer des dizaines de commissariats. Sous les bons sentiments, souffrance et violence.

Il est facile, mais nécessaire, de souligner que la propagande unanimiste de l'UMP se développe au moment même où le gouvernement laisse des industriels fermer leurs usines et licencier massivement (chez Péchiney, Danone, Vivendi...), abandonne Air Lib à son triste sort et se prépare à naufrager GIAT industrie. Les nouveaux chômeurs auront droit aux condoléances de ministres compassés, entre deux mesures de gel budgétaire et après « aménagement » de l'impôt de la fortune qui confirme la solidarité du gouvernement à l'égard des plus riches. *Proximité*, certes, mais de classe !

M. Douste-Blazy aura dépensé 1,2 millions d'euros pour rien : c'est le prix de la poudre au yeux, du voile posé sur l'idéologie ultra-libérale. Surtout, cette offensive antipolitique se déroule au moment où le président de la République doit prendre une décision éminemment politique qui engagera, ou non, la nation française dans la guerre qui vient. Le bon sens, c'est hallucinant...

Sylvie FERNOY

(1) Excellente analyse du phénomène par Jean-Pierre Le Goff dans *Libération* du 7 février sous le titre « Cessation d'activité politique ».

Dumas

Roland Dumas a été relaxé, le 29 janvier dernier, par la cour d'appel de Paris. Quelques dépêches, quelques articles et puis l'oubli. Justice est faite ? Sans aucun doute. Mais la relaxe qui efface la dure condamnation en première instance de l'ancien ministre des Affaires étrangères ne doit nous faire oublier l'acharnement judiciaire et médiatique dont il fut victime.

Allégations calomnieuses, viol de la vie privée, dénigrement systématique ont marqué ces quatre années d'instruction au cours desquelles l'honneur d'un homme a été jeté aux chiens tandis que ceux qui, comme nous, invoquaient la présomption d'innocence se voyaient à leur tour accusés d'une honteuse complaisance.

Lors du jugement prononcé contre Roland Dumas en 2001, d'éminents commentateurs y avait vu une condamnation morale – comme si des juges pouvaient se prononcer en ce domaine. L'éditorialiste du *Monde* (31/1/03), dépité par la relaxe, soulève à nouveau « la question de l'éthique ».

Il faut tout de même un culot d'enfer pour poser au moraliste, du moins au garant de l'éthique dans un journal parrainé par un plagiaire notoire – Alain Minc – condamné en 2001 pour contrefaçon !

Ferions-nous de la morale à rebours ? Nous demandons simplement que les dirigeants du *Monde* admettent qu'ils mènent des campagnes militantes en fonction d'une ligne politique qu'ils devraient présenter à leurs lecteurs. Comme *Royaliste*, *Le Monde* est un journal d'opinion. Adeptes de la transparence, ses dirigeants doivent reconnaître ce fait.

Maria DA SILVA

APA...compté !

L'APA (Allocation personnalisée d'autonomie) a un an. On peut considérer qu'il s'agit d'une avancée sociale : davantage de personnes aidées, plus de handicaps pris en compte. On peut aussi être sceptique au regard de la stricte notion de solidarité.

En effet, à l'inverse de la PSD (Prestation spécifique dépendance) qui était le dispositif précédent, l'APA n'est pas soumise à condition de ressources. Ce qui fait que beaucoup plus de personnes (même celles ayant des revenus substantiels) peuvent y prétendre. A titre d'exemple, en 2001, 139 000 personnes bénéficiaient de la PSD ; fin juin 2002, alors que seulement 63 % des dossiers enregistrés avaient été reconnus complets et que les deux tiers avaient fait l'objet d'une décision, on comptabilisait déjà 215 132 bénéficiaires de l'APA.

C'est dire le coût de cette prestation pour les départements : 13,5 millions d'euros en 2002 et 22,5 millions d'euros en 2003 pour l'Aube, par exemple. Et ce n'est pas fini, puisque 150 demandes nouvelles continuent d'être enregistrées chaque mois depuis ce département qui compte déjà 4 100 bénéficiaires, alors que le ministère de l'époque estimait que les 4 000 seraient atteints fin 2003 seulement.

Imprévisions ministérielles

Il y a eu en effet un important décalage entre les prévisions ministérielles et la réalité dans l'application, tant en termes budgétaires qu'en volume d'activité.

D'où un nombre important de difficultés.

Cela a été amplifié par un calendrier d'adoption un peu chaotique. L'APA a été votée au Parlement le 20 juillet 2001. Les décrets d'application ont été publiés fin novembre 2001. La mise en œuvre effective de cette nouvelle allocation était fixée au 1^{er} janvier 2002. Or, dans le même temps, on se heurtait à la réforme de la tarification des établissements et à la mise en place des 35 heures. Il a fallu embaucher massivement des personnels supplémentaires (1 632 sur toute la France) à un moment où on constate une pénurie de travailleurs sociaux et dans une période peu faste pour le recrutement de professionnel (médecins, personnels administratifs).

Dès le mois de janvier 2002, on a constaté un afflux massif de demandes de dossiers, d'autant que le dispositif stipule que la décision doit être prise deux mois à compter du dépôt du dossier complet. Les commissions chargées de statuer n'ont pu être réunies que courant janvier ; d'où un retard sensible dans l'examen des dossiers (44 % des dossiers déposés reconnus complets en janvier contre 95 % en juin 2002, 63 % en moyenne pour les six premiers mois de l'année dernière).

En termes budgétaires, des inquiétudes sont apparues pour de nombreux conseils généraux. Les compensations de l'État se sont avérées insuffisantes, entraînant dans

presque tous les départements une hausse de la fiscalité supérieure aux estimations initiales. Notons également que ces compensations ont été versées tardivement (en mars), renforçant le décalage entre les estimations budgétaires et la réalité des dépenses engagées.

Combien ça coûte ?

En chiffres, l'opération se présentait ainsi au 30 juin 2002, date à laquelle a été effectué le premier bilan :

- 639 000 dossiers enregistrés (415 036 à domicile, soit 65 % ; 224 264 en établissement, soit 35 %) ;

- 401 297 dossiers reconnus complets (63 %) ;

- 265 773 décisions prises par les commissions, dont 225 217 favorables, soit 85 % (53 % à domicile et 47 % en établissement) ; les décisions défavorables (15 %) concernaient essentiellement des demandes d'APA à domicile.

- Les dépenses totales d'APA se sont élevées sur le premier semestre 2002 à 602 millions d'euros (en progression moyenne de 17 % par mois, de janvier à juin). Elles se ventilent en dépenses réelles d'APA (252 millions d'euros) et dépenses assimilables d'APA (350 millions d'euros).

Ainsi donc, si l'on ne remet pas en cause, bien évidemment, cette avancée

sociale, on peut se poser des questions sur les imprévisions ministérielles qui ont coûté cher en termes de cafouillages et de précipitations suspectes de l'État. Il est vrai que l'on était en « non-campagne présidentielle » et qu'il fallait marquer les esprits, au risque de créer le gâchis.

Et bien, payez maintenant !

Tout cela a un coût. Ainsi, pour le seul département de l'Aube, il a fallu dans le budget 2003 augmenter de 2 % les quatre taux (taxe d'habitation, foncier bâti, foncier non bâti et taxe professionnelle). Encore a-t-il été nécessaire de faire un effort supplémentaire de maîtrise budgétaire à tous les niveaux, car si le surcoût de l'APA était intégralement répercuté sur les impôts, c'est une hausse de près de 6 % qui aurait été nécessaire.

Pour les personnes hébergées en établissement, la pilule a aussi été amère. En effet, la réforme de la tarification des EHPAD (établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes), en même temps que la mise en œuvre de l'APA et la mise en place de la réduction du temps de travail, a créé toute une série de difficultés.

Un nombre important de bénéficiaires doit désormais assumer une participation financière supérieure à celle versée dans le cadre de la PSD. D'où une incompréhension que l'on saisit bien et dont ils se sont plaints avec raison aux services départementaux.

Lesquels savent aussi que l'investissement (budgétaire, organisationnel et humain) sur cette réforme limite les marges de manœuvres et d'initiatives sur d'autres actions et sur d'autres politiques, et alors que nul n'est en mesure actuellement de prévoir quand et à quel niveau s'arrêtera la montée en puissance de cette réforme.

Robert GESNOT

Distraction africaine

La résolution 1464 du Conseil de Sécurité a été votée à l'unanimité. Les États-Unis se sont ralliés à la position française : il ne s'agit pas de l'Iraq mais de la Côte d'Ivoire...

Nous ne devons pas nous laisser distraire de nos responsabilités en Afrique par ce qui risque de se passer en Iraq. Pourquoi en effet l'Afrique n'aurait-elle pas pour nous priorité sur l'Iraq ? Les partisans de M. Gbagbo, pensant procurer aux Américains l'occasion de nous embarrasser, ont trouvé intelligent de les appeler à l'aide contre nous. Pour le coup, l'Amérique n'en a vraiment que faire. Elle a, au contraire, trouvé élégant de nous faire une fleur qui ne lui coûte strictement rien. Ainsi donc, nous sommes seuls maîtres à bord, avec la bénédiction de Kofi Annan, de l'Afrique et du monde entier. Mais pour quoi faire ? Ce qui se passe à Abidjan ou à Marcoussis est anecdotique par rapport à ce qui devrait se passer en juillet prochain à Evian lors du G 8 et se préparer ce mois-ci à Paris lors du sommet France-Afrique. On jugera alors exactement la capacité d'influence de la France en faveur de l'Afrique. Opérations de police, maintien du cessez-le-feu, médiation politique, sont une chose. Traiter les causes au fond en est une autre. L'enjeu n'est pas tant d'accroître l'aide publique au développement que de diriger cette aide pour qu'elle serve les Africains et ne les desserve pas. Le test sera la réforme attendue des institutions internationales de développement : le fonds monétaire international et la banque mondiale. Un changement important a commencé dans les esprits.

Les deux institutions ont enfin décidé de remplacer les programmes d'ajustement structurel de sinistre mémoire par des DSRP (documents stratégiques de réduction de la pauvreté). Mais il ne faudrait pas que ceci se limite à un simple changement de façade, la même chose avec plus de nuances. Non : il faut changer de politique. Et ne pas partir de la pauvreté mais de la richesse : en 1993, la Côte d'Ivoire avait été frappée au cœur par la décision de M. Balladur de s'aligner sur ce qu'on appelait le consensus de Washington et de dévaluer le franc CFA. Les pays pauvres (par exemple Sénégal, Mali, Burkina Faso) ont mieux tenu le coup puisqu'ils avaient moins à perdre. La Côte d'Ivoire fut touchée de plein fouet alors même que de sa prospérité dépendait la survie de toute la sous-région. Le reflux de l'immigration - qui était moins une immigration qu'une libre circulation -, devenue « la chasse aux étrangers », s'inscrivait dans une logique implacable. Celui qui avait plus d'actifs et plus de dettes est celui qui se retrouve ruiné par une dévaluation de 50 % : les actifs sont divisés par deux tandis que les dettes sont multipliées par deux. Air Afrique n'y a pas résisté et la Côte d'Ivoire a suivi le même chemin. De ce fait, pour les gnomes de la Banque mondiale et du FMI, pouvait se matérialiser le programme d'ajustement structurel : la privatisation des entreprises nationales devenait alléchante à la moitié du prix ; les

exportations pouvaient se développer avec des prix de vente également de moitié, mais seules de grandes sociétés pourraient en supporter la trésorerie et les investissements, pas les petits planteurs organisés en filières. On a ainsi bradé les entreprises nationales et cassé les filières cacao, café et, dans une moindre mesure, coton. Quels que soient les abus antérieurs de quelques-uns, les résultats en furent catastrophiques pour tous.

Bédié, gardien du « système » Houphouët, avait voulu résister à ce démantèlement mais on ne lui a pas laissé le choix. Ouattara, ancien vice-président du FMI, était l'homme de l'ajustement, mais on a préféré mener sa politique sans lui. Gbagbo capitalisa sur les mécontents prolétariés et ramassa la mise, mais ce n'étaient que des miettes.

Comment réparer ? Un gouvernement d'union nationale où l'on se partage des portefeuilles ne résoudra rien si l'on ne met pas à jour tous ensemble, au niveau de la Côte d'Ivoire, de la sous-région et de l'Afrique tout entière, le mécanisme meurtrier qui a développé ses conséquences fatales. C'est au G 8 qu'il faut imposer une autre politique, à Washington (FMI et Banque mondiale) une autre répartition des pouvoirs, et à l'Afrique l'union. De ces tâches, la diplomatie française ne peut se distraire un seul instant sous peine de rater les rendez-vous cruciaux de l'été. Que nous servirait de gagner hypothétiquement l'Iraq si nous devions perdre irrémédiablement l'Afrique ?

Yves LA MARCK

♦ **MAROC** - Rompant avec le traditionnel mutisme qui entourait la vie privée de la famille royale, le Palais a laissé filtrer la nouvelle : Lalla Salma, l'épouse du roi Mohammed VI, attend une heureux événement pour le mois d'avril. Il s'agirait même d'un garçon. Le jeune enfant deviendra le prince héritier du trône des Alaouites, l'actuel prince héritier, le prince Moulay Rachid, frère du roi, prenant alors la deuxième place dans l'ordre de succession.

♦ **ALBANIE** - Le gouvernement albanais a décidé de donner des passeports diplomatiques aux membres de la famille royale rentrée d'exil en juin dernier. Par cette mesure le gouvernement marque sa volonté de réhabiliter sur le plan civil la famille du roi Zog I^{er}. Parallèlement quarante-trois députés, issus de divers partis politiques, vont demander au Parlement d'adopter, par une procédure accélérée, un projet de loi portant sur le « statut de la famille royale albanaise ». Les parlementaires soulignent que pendant le règne du roi Zog « ont été jetés les fondements de l'État de droit albanais. Ainsi, on a fait un grand pas en avant dans le renforcement et le développement de l'État indépendant qui était auparavant dominé par l'anarchie, le désordre politique et la faiblesse institutionnelle ».

♦ **MONACO** - Une très forte participation (80 % de votants) a caractérisé les élections pour le renouvellement du Conseil national (parlement) de la Principauté. Autre fait marquant : la liste de l'Union nationale et démocratique, parti au pouvoir depuis quarante ans, a été battu par la liste d'opposition Union pour Monaco qui remporte 21 des 24 sièges. Il est vrai que la tête de liste de l'UND, Jean-Louis Campora, qui préside également le club de football de l'A.S. Monaco, avait été récemment désavoué par le prince Rainier qui avait opposé son veto au projet de rachat du club par le groupe Fedcom Invest soupçonné d'être un organisme de blanchiment d'argent sale. Le désaveu princier a sans doute pesé lourd dans la bataille électorale.

♦ **BELGIQUE** - Par arrêté royal du 19 décembre, le prince Laurent fils cadet du roi Albert II a été autorisé à se marier avec Mlle Claire Coombs. La mariée aura lieu le 12 avril prochain. La cérémonie sera célébrée par le cardinal Godfried Daneels et par le père Guy Gilbert, celui qu'on appelle le « curé des loubards ». Le prince Laurent est venu à plusieurs reprises dans la ferme de Provence où le père Gilbert, un ami de longue date, tente de réinsérer des jeunes en difficulté. C'est au nom de cette amitié que, dans *La Croix* le prêtre rappelle au Prince : « Prince, tu n'es que le serviteur d'un peuple. (...) Tu dois représenter le peuple belge, mais sois le serviteur des plus petits : c'est là vraiment que tu seras prince ».

L'islam mondial

Dans les médias, le « débat sur l'islam » se fait sous l'empire de préjugés contradictoires. Ainsi, après avoir glorifié l'Immigré, toute une gauche en vient à une critique radicale d'un islamisme tout aussi sommaire. Ce jeu de miroir se déroule dans la méconnaissance de l'islam et du monde musulman. Aussi avons-nous demandé à Olivier Roy, spécialiste de l'Afghanistan qui a étendu sa recherche à l'ensemble de l'islam politique, de nous expliquer comment les évolutions religieuses, le déplacement des enjeux géopolitiques et le terrorisme s'inscrivent dans la dialectique de la globalisation.

■ **Royaliste : Que signifie l'expression « islam mondialisé » ?**

Olivier Roy : Il s'agit de comprendre ce qui se passe quand une religion telle que l'islam, très liée à un territoire et à un espace culturel particulier, perd son assise territoriale. En posant cette question, je m'inscris non pas en faux mais à côté du discours dominant sur l'islam qui le regarde, positivement ou négativement, comme une « religion civilisationnelle », comme une religion qui serait la matrice d'un ensemble social, politique, spirituel... qu'on appelle *monde musulman*.

Cette vision est critiquable car on confond ce monde musulman et le Moyen Orient, et l'islam avec les pays arabes. Le monde arabe ne compte que pour 20 % dans le monde musulman qui comprend aussi la Turquie, l'Indonésie, le Pakistan... Je ne crois pas aux grandes théories culturalistes, je ne pense pas que la religion détermine la culture.

■ **Royaliste : Vous ne prenez donc pas parti dans le débat sur le « choc des civilisations » ?**

Olivier Roy : Non. Nous sommes prisonniers des discours tenus par les fondamentalistes. Nous oublions que la plupart des musulmans ne s'expriment pas et que les érudits, qui pourraient nous parler en con-

naissance de cause de l'islam, ne participent pas au débat actuel. Ils existent, mais leurs ouvrages ne sont pas lus. Ceux qui en France dissertent sur l'islam, par exemple Alexandre del Valle ou Michèle Tribalat, ne parlent pas l'arabe et n'ont pas une connaissance approfondie de l'islam. On utilise des citations de seconde main, on cite toujours les mêmes versets du Coran et on les interprète selon l'air du temps - sans s'apercevoir qu'on est dans un jeu de miroir avec les fondamentalistes qui développent des conceptions tout aussi sommaires.

■ **Royaliste : Quel est le domaine de votre recherche ?**

Olivier Roy : Je ne suis pas un érudit. Je m'intéresse à la religiosité, c'est-à-dire à la manière dont les gens vivent et théorisent leur relation à la religion. La religion est l'affaire des théologiens. Or nous sommes dans une situation générale de crise de la théologie, qui n'affecte pas seulement l'islam mais aussi le christianisme et le judaïsme. Ce qu'on appelle retour du religieux est un mouvement de retour au rituel avec des aspects anti-intellectualistes. L'islam participe de ce phénomène général.

■ **Royaliste : Peut-on parler d'un retour à la tradition religieuse ?**

Olivier Roy : Non. On se trompe en présentant le fondamentalisme comme l'irruption

d'une tradition musulmane préexistante ou comme un débordement des conflits du Moyen Orient sur la scène mondiale. Ben Laden est absent du Moyen Orient, c'est un pur produit de l'occidentalisation de l'islam - pour le pire.

■ **Royaliste : C'est aborder la question de la déterritorialisation...**

Olivier Roy : En effet. L'islam est passé à l'Ouest. Il est oiseux de se demander si l'islam est compatible avec l'Occident, avec la démocratie. Si par hasard une commission d'experts concluait à l'incompatibilité, que se passerait-il ? Rien ! Ce débat était pertinent en 1960, avant qu'on fasse venir des centaines de milliers de travailleurs immigrés sans se soucier de leur religion ; il est désormais absurde puisque l'occidentalisation est un fait accompli. Tous les dirigeants politiques en ont tiré les conséquences. George Bush ne manque jamais une occasion d'aller à la mosquée et tous nos ministres de l'Intérieur souhaitent l'organisation de l'islam de France... Notez cependant que les musulmans américains appartiennent aux classes moyennes (et que la majorité des Arabes américains est chrétienne), alors qu'en Europe il résulte d'une immigration ouvrière.

Surtout, la question islamique sur notre continent re-

coupe toutes les grandes lignes de partage - historiques, géographiques, économiques. Les Croisades se sont faites contre des pays musulmans, le colonialisme a concerné de nombreux pays musulmans, la division Nord-Sud recoupe une frontière islamique - d'où la question de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne qui ne doit pas nous faire oublier que l'islam est présent en Europe de l'Est (Bulgarie, Bosnie) et en Russie ; les espaces d'exclusion sociale sont massivement peuplés de populations de culture musulmane. Tels n'est pas le cas aux États-Unis où il n'y a pas de tradition de croisade, où l'exclusion frappe surtout les Noirs et les Latinos.

■ **Royaliste : La déterritorialisation de l'islam est-elle seulement liée à l'immigration ?**

Olivier Roy : Non, bien entendu. Elle résulte aussi de la globalisation : dans le monde universitaire (sauf en France) les carrières sont internationales et beaucoup de chercheurs musulmans (mais aussi chinois et indous) viennent travailler aux États-Unis. On voit donc apparaître une population déracinée, qui compte de nombreux apatrides car les règles concernant la nationalité sont très strictes au Moyen-Orient. Enfin, on oublie toujours qu'il existe un islam minoritaire. Contrairement à ce que l'on croit, ce n'est pas un phénomène ré-

m lisé

cent : la première *fatwa* autorisant des musulmans à rester dans des pays non musulmans (en l'occurrence la Sicile reconquise par des seigneurs chrétiens) date de la fin du XI^e siècle et elle indique que si les musulmans restent libres de pratiquer leur religion, ils doivent être loyaux à l'égard du pouvoir politique en place.

Le problème nouveau, pour les musulmans minoritaires, c'est qu'ils ont à reformuler leur religion en termes strictement religieux.

■ Royaliste : Comment cela ?

Olivier Roy : La plupart des musulmans vivants dans des pays non-musulmans s'arrangent discrètement avec les préceptes : ils font le Ramadan et fêtent Noël avec leurs enfants sans se sentir obligés de formuler ces pratiques. Mais certains autres musulmans se sentent obligés de définir les normes selon lesquelles ils peuvent vivre dans un pays non-musulman ou sont placés par les médias ou par des voisins devant l'obligation de répondre, surtout depuis le 11 septembre, à des questions sur le Coran, la violence, la charia, etc.

Pour une raison ou pour une autre, ces musulmans sont donc amenés à « objectiver l'islam » pour reprendre l'expression d'un de mes collègues américains : le croyant se voit obligé de réfléchir sur sa religion car il n'y a

plus d'évidence sociale du religieux. En Afghanistan, en Égypte, tout le monde fait le Ramadan, le boucher vend évidemment de la viande halal et les athées font ce qu'ils veulent à condition de ne pas le crier sur les toits.

Dans notre pays, un musulman doit prendre lui-même ses décisions : ou bien il se fonde dans le paysage en conservant quelques pratiques religieuses (la prière du vendredi) et dès lors il se rapproche du modèle chrétien ; ou bien il cherche à retrouver la norme, ce qui le place devant de sérieuses difficultés car ce sont les gestes de la vie quotidienne (avoir une carte de crédit, serrer la main d'une femme) qui sont en question et les réponses des religieux ne sont pas toutes semblables.

Ce problème se pose également aux juifs et aux chrétiens, qui vivent comme des minoritaires dans des pays qui croient encore avoir une identité religieuse. Aux États-Unis, 95 % des citoyens se définissent comme des croyants-pratiquants mais les chrétiens américains n'arrêtent pas de dire qu'ils sont isolés dans une société matérialiste. En Israël, les rabbins orthodoxes déplorent que l'État ne soit pas assez juif et se définissent comme une minorité vivant dans une société laïque.

■ Royaliste : Quelles sont les conséquences de cette situation ?

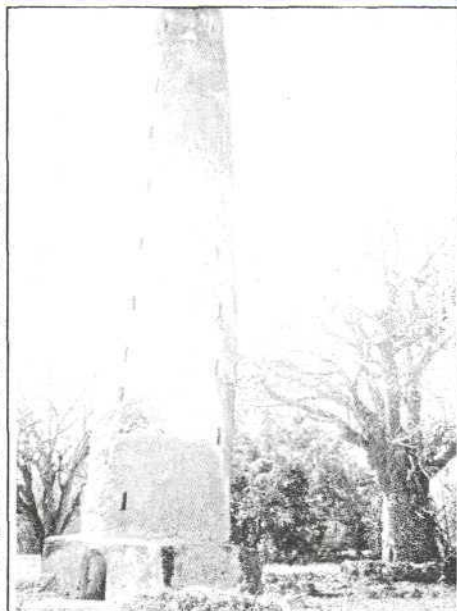
Olivier Roy : La première conséquence, c'est l'individualisation de la religiosité, ce qui fait que le concept de foi devient central. Dans un dictionnaire de théologie classique musulmane, vous ne trouverez pas le mot islam alors que les brochures fondamentalistes ne cessent de l'utiliser : « Islam et démocratie », « Islam et christianisme », « Que dit l'islam » sur tel ou tel sujet. Il ne viendra jamais à l'esprit d'un Afghan d'écrire un livre expliquant comment « vivre sa foi » parce que le problème de la croyance n'existe pas pour lui alors que le fondamentalisme ne cesse de parler de la foi. Si l'on veut « fortifier sa foi », c'est qu'on sent combien elle peut être fragile...

Le deuxième point important, c'est la crise des institutions religieuses. Un jeune Français musulman ne se demandera jamais quelles sont les *fatwa* de l'université El-Azar sur les mariages mixtes : s'il se pose une question à ce sujet, il aura un débat avec ses copains.

■ Royaliste : Serait-ce le signe d'une pratique libérale ?

Olivier Roy : La modernisation n'entraîne pas la libéralisation religieuse, bien au contraire ! Le fondamentalisme est la réaction d'une religion qui se rétracte sous l'effet de la modernité. L'individualisation, le sentiment d'être minoritaire et le communautarisme vont de pair. Dans nos trois grandes religions, le radicalisme religieux est surtout professé par la jeunesse, qui refuse les institutions religieuses et la médiation du savoir au profit d'un contact direct avec Dieu ou avec tel chef charismatique, vécu dans la construction de communautés imaginaires mais où on est entre soi.

Cela signifie que le fondamentalisme est un discours religieux moderne, sous l'apparence d'un retour à la tradition religieuse. Ainsi, le fondamentalisme islamique est d'abord



♦ Mosquée en Tanzanie dans la région de Dar es-Salam.

une critique des cultures musulmanes : il affirme que la seule culture islamique est celle du temps du Prophète et de ses quatre premiers successeurs, mais qu'ensuite le message a dévié. Les talibans par exemple pensaient qu'il fallait avant tout créer un ordre politique permettant au croyant de faire son salut - d'où l'interdiction de tout ce qui peut le distraire, par exemple la possession d'oiseaux et les cerfs-volants. Ils n'iaient donc le concept de culture.

En général, les fondamentalistes islamiques se réjouissent de la déculturation provoquée par la globalisation car, selon eux, l'islam tel qu'il était enseigné et pratiqué dans le passé était hérétique, alors que l'individu libéré de toute culture est en mesure d'entendre la vraie parole. De fait, le fondamentalisme séduit les personnes qui sont produites par la globalisation. Oussama Ben Laden est un phénomène occidental ; voilà ce qu'il faut reconnaître pour comprendre comment il pense, recrute et agit.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

✎ Nota : Le texte de cet entretien n'a pu être relu par l'auteur.

Olivier Roy
« *L'islam mondialisé* »

prix franco : 14,50 €.

Voir l'article que *Royaliste* (numéro 800) a consacré à ce livre sous la plume de Gérard Leclerc.

Autisme

L'idéologie ultra-libérale est entrée dans sa crise terminale. Preuve : l'apparition en juin 2000 d'un *Mouvement étudiant pour une réforme de l'enseignement de l'économie* qui refuse la mathématisation outrancière de la science économique et la soumission de la discipline aux dogmes néoclassiques.

Cette tentative d'asservissement conduit les étudiants qui en sont victimes à l'autisme - maladie psychique qui se traduit par une fermeture au monde. Devenu étranger à la société humaine et à sa propre histoire, l'enseignement tel qu'il est actuellement dispensé provoque l'enfermement des étudiants dans de pseudo-concepts et dans un empirisme hallucinogène.

La résistance des étudiants ne les conduit pas à produire une contre-idéologie mais à réclamer la réouverture du débat sur la science économique. Sur la Toile, le site de leur mouvement (1) témoigne du sérieux de leur critique et de la qualité de leur réflexion, qui fait d'ailleurs référence à des économistes (André Orléan, J.K. Galbraith) que nous apprécions.

Destiné aux étudiants et aux enseignants en économie, ce site est accessible à un public étranger à la discipline. Ceux qu'elle intimide ont avantagé à commencer par la lecture du bétisier. Exposé par un éminent professeur libéral, prix Nobel d'économie, l'exemple des singes, des bananes et du gratage de dos est particulièrement réjouissant. Allez donc y voir de plus près !

Jacques BLANGY

(1) <http://autisme-economie.org>

Prélude à une critique

Voici une éco-logie qui donne à penser. Étrangère aux rêvasseries sur la nature, elle nous rappelle comment les hommes s'ingénient à habiter le monde selon diverses modalités politiques - les villes étant les manifestations les plus visibles de cette mise en œuvre.

Au dos du livre (1), la notice nous rappelle que Jean-Paul Dollé est philosophe, écrivain, docteur d'état (sans majuscule, quel lapsus !) en philosophie, enseignant à l'École d'architecture de La Villette. L'auteur étant discret, il est utile de préciser que ce philosophe est militant, que ce penseur de la citoyenneté est un citoyen très actif, cofondateur de *Banlieue 89* avec Roland Castro, qu'on rencontre dans les couloirs de la station République, à Bastille ou place de la Nation chaque fois qu'il y a lieu de manifester contre une injustice, commise en France ou dans le vaste monde.

Ces précisions importent car on écoute plus volontiers le citoyen qui parle de la ville en marchant dans ses rues que l'agitateur médiatisé, étranger à la foule et la haïssant secrètement (certains écologistes proclament que l'homme est plus dangereux prédateur que la bête) qui nous assomme de déclamations sur la nature au point de nous rendre aveugles et amnésiques. Aveugles parce que nous sommes aujourd'hui plus citadins que paysans. Amnésiques parce que nous oublions presque que l'éco-logie concerne notre manière d'habiter le monde, d'y construire des villes qui deviennent parfois, comme le dit Jean-Paul Dollé, des figures du monde - des « villes-monde ».

Ces métropoles n'ont pas poussé « comme des champignons ». La ville a une histoire et ce n'est pas par préciosité qu'on évoque des civilisations par des noms de ville : Jérusalem, Athènes, Rome... La ville a une histoire politique, la *polis* est l'œuvre du politique - ce qui signifie la mise en ordre raisonnée d'un projet accompli au fil du temps et sous l'égide du divin. D'où le titre du livre, *Métropolitique*, qui ne doit rien au bricolage sémantique. Nourri de l'enseignement de Pierre Vidal-Naquet, Jean-Paul Dollé nous donne à méditer des pages lumineuses sur la constitution de la cité grecque par Clisthène l'Athénien, législateur géomètre qui organisa la ville en *dèmes* selon le principe d'isonomie (2) : dès ce commencement, pas de démocratie sans principe d'égalité. Il est bon de s'en souvenir à l'heure où le monde moderne n'offre, pour l'instant, qu'une perspective nihiliste vécue dans la décomposition urbaine.

Avec Baudelaire, Jean-Paul Dollé pense que la modernité est « la mélancolie de la vérité, la gueule de bois d'après la Révolution, le spleen d'un temps sans but et sans fin, habité de souvenirs à jamais enfuis... ». Qu'y faire ? Les réactionnaires n'apportent que des solutions dérisoires. Avec sa revendication

d'« espaces verts » l'écologie oublie que la question essentielle est celle de la forme des rues et des villes et l'obsession du propre aboutit à l'esthétisation des centre-villes qui implique le nettoyage social - durci par le fantasme ethnicisant.

Comme tout promeneur, Jean-Paul Dollé choisit ses itinéraires et ses passages, ses souvenirs et ses auteurs. La Révolution française fut faite par des « républicains de collège ». La métropolitique est pensée sur un mode également révolutionnaire par un démocrate de l'université. Platon est convoqué, puis Descartes (à quoi bon ?), Freud est classiquement exploité. Mais notre piéton de Paris fait mine d'oublier chemin faisant le Louvre et le Palais Royal et, racontant l'histoire de la ville, saute allègrement de la cité antique au Paris baudelairien après un arrêt-image sur la fête de la Fédération - d'où Louis XVI est curieusement absent. Il y a bien des retours vers la fin sur le « patriarcat » (?) royal et sur le corps du roi (on échappe tout de même aux « deux corps » fantasmagoriques) mais Jean-Paul Dollé a vraiment beaucoup de mal à envisager la forme monarchique des villes - faute que cet enfant obstiné de Mai 1968 veuille enfin penser la question de l'autorité politique.

Bertrand RENOUVIN

(1) Jean-Paul Dollé, « *Métropolitique* », Éditions de La Villette, 2002, prix franco : 9,50 €.

(2) *Isos* : égal ; *nomos* : loi. Cf. mon article dans *Cité* n° 31 : *Géopolitique et souveraineté*.

Raymond Aron, lecteur de Marx

Jean-Claude Casanova a eu la très heureuse idée de tirer des inédits de Raymond Aron le livre que ce dernier n'a jamais écrit sur Marx et que pourtant la logique de son œuvre et son propre désir appelaient. En disciple fidèle, informé et savant, le directeur de *Commentaire* s'est ainsi attaqué à une rude tâche, car la base documentaire sur laquelle il s'appuyait comportait des lacunes qu'il convenait de combler en trouvant ailleurs des textes de substitution qui assuraient la continuité du discours sans artifice. C'est Raymond Aron qui venait au secours de lui-même, grâce à la prolifération des commentaires de Marx dont ses œuvres complètes sont remplies. Ainsi les cours de Sorbonne et du Collège de France sont-ils remis au point pour notre satisfaction, car le résultat relève de la perfection. C'est bien Aron lui-même qui nous est restitué, avec son ton propre, celui de sa voix et de son écriture. « Sans grâce » disait l'auteur des *Abeilles de Delphes*, d'une rationalité presque sèche qui était le prix à payer à une certaine éthique du savoir.

Qu'on me pardonne, mais cette plongée dans un exercice un peu austère m'a rajeuni, en me rappelant les combats de mon jeune âge. Alors, Marx et le marxisme constituaient des vis-à-vis imparables avec lesquels il convenait sans cesse de se mesurer. Et il n'est pas difficile d'avancer que sans être vraiment aronien à l'époque, les cours et les livres du grand professeur ont servi de guides à nos réflexions et à nos réfutations d'alors. Pour être tout à fait exact, je dois préciser que dans mon cas, le premier livre de référence qui m'initia aux arcanes du marxisme fut celui du jésuite Jean-Yves Calvez (*La pensée de Karl Marx* dans la collection Esprit du Seuil, paru en 1956). Or, tout en reconnaissant les mérites de cet ouvrage, Raymond Aron le critiqua fortement comme d'ailleurs son ami très cher le Père Gaston Fessard et les autres jésuites qui s'étaient employés à donner une interprétation « humaniste » de l'auteur du *Capital*. Pour Aron, le jeune Marx, disciple de Feuerbach, et tournant autour de la notion d'aliénation, doit être pris en considération, mais il ne saurait faire oublier le Marx de la maturité qui ne se définit plus comme philosophe mais comme analyste de l'histoire en marche sous le biais des forces et des rapports de production.

Ne donnait-il pas ainsi raison implicitement à Louis Althusser dont l'effort interprétatif avait consisté à mettre en valeur une coupure épistémologique qui établissait une dif-

férence absolue entre l'humanisme premier et la scientificité du *Capital* ? Tout en rendant hommage à ce qu'il y avait d'intéressant dans le principe de cette coupure, Raymond Aron déclarait tout aussi « imaginaire » le marxisme d'Althusser que le marxisme de Sartre. Et cela pour une raison de fait rappelée dans ses *Mémoires*. Historiquement, la coupure est indéfendable, l'hégélianisme étant prégnant dans le *Capital* - d'ailleurs Marx avait relu Hegel avant d'écrire son œuvre maîtresse. Toutefois la fameuse coupure avait le mérite de mettre en évidence l'ambiguïté foncière d'une pensée sans cesse aux prises avec deux exigences simultanées, celle d'un matérialisme historique conçu comme méthode scientifique et celle d'un souci moral constant pour souligner l'injustice du capitalisme.

Contre Sartre, Aron établit que le marxisme ne tient pas dans le souci philosophique de l'aliénation, mais contre Althusser il maintient qu'il est incompréhensible sans le rapport conflictuel incessant qu'il entretient avec Hegel.

Pour se faire mieux comprendre il recourt à une comparaison significative, celle de son propre rapport avec Marx. Jamais il ne fut marxiste et pourtant c'est avec l'auteur du *Capital* qu'il entretient dès ses années de formation une sorte de corps à corps dont à vrai dire il n'est jamais sorti. Aujourd'hui, l'étudiant distingué qui, en bon libéral, salue Raymond Aron comme son maître, le rangera spontanément dans la lignée des Montesquieu et Tocqueville, ce qui correspond d'ailleurs à une évidence intellectuelle. Eh bien cette évidence ne correspond nullement à la réalité de la formation et des premières lectures du futur professeur au Collège de France et éditorialiste au *Figaro* ! A un collègue américain qui voulait l'associer à ces deux grands noms auxquels il ajoutait celui d'Élie Halevy (le frère de Daniel Halevy,

mais son contraire en politique) Aron répondait en riant : « Ne vous faites aucune illusion, je n'ai jamais lu Montesquieu dans ma jeunesse, je n'ai jamais lu Tocqueville non plus à cette époque de ma vie ; quant à Élie Halevy, si je l'ai d'abord mal connu à titre de penseur, je l'ai très bien connu à titre d'ami. Les trois hommes que vous proposez comme illustres ancêtres, je les accepte bien entendu et très timidement, mais je ne les ai rencontrés qu'une fois que ma pensée a été formée. C'est alors que j'ai découvert que j'avais quelque chose de commun avec eux. »

En revanche, Marx fut présent dès le départ et c'est contre lui qu'Aron s'est toujours défini. Il en va de même de Marx avec Hegel dont il ne cesse de réfuter l'idéalisme tout en utilisant dans le cadre de son matérialisme historique le mouvement dialectique qui aboutit à la Révolution et à la fin de l'histoire. Adversaire continu et conséquent, ce bon connaisseur du *Marxisme de Marx* aurait été le dernier à en sous-estimer la valeur. Il n'a pas vu de ses yeux l'ultime effondrement du système qui se réclamait de son auteur obsessionnel. Nous est-il possible d'imaginer ce qu'Aron dirait aujourd'hui d'un Marx privé de son espoir eschatologique après la disparition du socialisme réel et l'évaporation de l'opium des intellectuels ?

Raymond Aron - « *Le Marxisme de Marx* », préface et notes par Jean-Claude Casanova et Christian Bachelier, Éditions de Fallois, prix franco : 25 €.

par Gérard Leclerc



La chambre

En soumettant le cœur de l'enfant mort au Temple à l'expertise ADN, Philippe Delorme a rendu un fier service à l'Histoire (1) ; et, du même coup, il a brisé tout un cycle d'illusions.

Épuisé le filon « survivantiste » à la Naundorf, périmées les abracadabrantes substitutions, évasions, inhumations et réapparitions bouleversantes dont s'est bercé un siècle et demi d'historico-mysticisme. Aucune fiction ne peut plus épargner au citoyen la crudité des faits : Louis XVII est mort dans sa prison.

Qui s'arrangeait des effets de flou contraires ? Un peu tout le monde. L'historiographie républicain, délesté de la corvée d'avoir à justifier l'éducation « républicaine » du fils Capet ; le chercheur, dissuadé d'appliquer son étude à une matière si peu scientifiquement avérée. Et, côté royaliste, autant de dérobadés : celle des fidèles, notamment Vendéens, impuissants à le faire libérer ou évader ; celle des cours et chancelleries, dépitées d'apprendre que le jeune souverain en était au point de dénoncer les siens... Et la dérobadé des oncles, le pouvoir royal une fois restauré, devant la relique que le chirurgien Pelletan voulait leur remettre - ce cœur subtilisé par lui à l'autopsie, dont l'errance ne s'est terminée à Saint-Denis que tout récemment (2). Louis Charles de Bourbon, descendant de Saint Louis et fils de Louis XVI, a enfin eu droit à sa mort personnelle.

Du même coup, il aura son histoire à lui - brève mais pré-

cisément documentée par les pièces officielles, de son vivant, et amplement décrite dans les témoignages recueillis par les enquêteurs du XIX^e siècle. Un universitaire ne trouverait donc plus mal-séant de traiter, par exemple, le beau sujet suivant : rôle joué par la captivité de l'enfant royal, dans les négociations avec les puissances européennes et dans les rapports de pouvoir entre clans et personnalités de la Révolution.

En attendant, c'est le roman - et pourquoi pas le cinéma ? - qui s'en saisira.

En 290 pages d'une écriture souple, exacte, transparente, Françoise Chandernagor a incorporé la matière publiée et les archives au point d'accoucher par moments d'étonnants fragments « d'histoire ressuscitée » (3). Le parti pris est d'emblée subjectif : celui des personnages qui rapportent ou que l'auteur questionne. C'est l'intuitive blanchisseuse qui de ses mains gercées décrypte le destin d'une famille (elle ne sait laquelle) par l'état des linges. C'est un gardien, un autre, un ou deux commissaires, le médecin, un aïeul cuisinier bengali, le peintre David, gourmand d'un croquis, le cordonnier Antoine Simon et sa grosse dame, l'économe, le concierge - voisinant avec quelques témoins de fiction délégués par la romancière, qui s'avèrent les

meilleurs médiateurs humains dans cette action.

Car le monde glauque soudainement surgi de la grande « régénération » de la France, s'il n'était attesté par les paroles et par les actes, serait plus qu'horrible, invraisemblable. Où est la Déclaration des Droits ? Où est la délicate sensibilité, où est la lucidité des Lumières ? La Révolution, un bloc ? Entre mille exemples, voici *la faille* qui clive ce bloc, force à voir son cœur de noire régression, d'infantile subversion - tout ce qu'avait prophétisé le divin marquis et que notre histoire a développé sur divers modes : tout tient dans le petit espace clos, la cachette, le cachot au sein de la cité gardé par des centaines de soldats et de zélés citoyens - *panopticum* (4) - dans la prune de ses yeux trône l'homoncule aveugle, enfant de tyran. Les murs de la Tour suintent sur des escaliers à vis interminables et dans sa haute chambre, Louis stagne... Hormis le fracas des verrous à heure donnée, silence. Le petit se rencogne. Un séisme qui a englouti l'humanité.

Qui est-ce ? Un gosse. On sait de lui ce que sa mère a écrit : il est fier, reconnaît mal ses torts et ses défaites, veut plaire à tous et affabule follement sur ce qu'il a entendu ; sain comme un petit paysan, cultive des roses, apporte les plus belles à sa maman... Al-

lez donc, avec ça, une fois le gros cochon et la truie de mère républicainement raccourcis, fabriquer un citoyen nouveau selon Hébert ! Lui apprendre la Carmagnole, foutre, et le vêtir à la jacobine, le forcer à boire sec, lui faire avouer qu'il se touche, que ça se passe avec sa mère, le lui faire signer. Puis l'abandonner dans ses excréments six mois au fond de la pénombre, seul, blotti contre le poêle - on a les devis des artisans, les rapports - le retrouver malade, appeler un médecin et aussitôt le voir mourir. Procès-verbal, autopsie, inhumation discrète, fin. Qu'allez-vous dire ? C'est le lot commun. Il en est tant mort, depuis, des enfants...

Eh bien non ! en lisant Françoise Chandernagor - qui n'est pas seulement fine conteuse, mais politique - voilà qu'une émotion réprimée depuis deux siècles remonte chez les moins préparés. On entend dire « *Ce n'est pas le roi qui me touche, mais l'enfant* ». Beau début, mais pourquoi s'arrêter à vos petits frissons humanitaires ? L'enfant a souffert parce que roi, en tant que roi. Comme d'autres parce que juifs. Refuserez-vous toujours, au nom de la morale, d'arraisonner le politique ? Ce qu'on a laissé mourir à travers lui, c'est ce qui s'était fait de la Révolution au nom du Droit.

Pas question de pleurnicher sur cette chambre du martyr royal, pas plus que sur l'enfant africain qui meurt du sida. Enfant dérisoire, et, si nous le sauvons : notre sauveur.

Luc de GOUSTINE

❏ (1) Philippe Delorme - « *Louis XVII, La vérité, Sa mort au Temple confirmée par la science* », Pygmalion, 2000, prix franco : 15 €.

❏ (2) Cf. du même auteur, « *L'affaire Louis XVII* », Éd. Tallandier, 1995, prix franco : 18 €.

❏ (3) Françoise Chandernagor - « *La Chambre* », Gallimard, prix franco : 21 €.

❏ (4) Cf. Michel Foucault « *Surveiller et punir* ».

CONGRÈS

Le 22^e Congrès de la NAR se tiendra à Paris les 15 et 16 mars prochains. Rappelons en ici le déroulement :

La journée du samedi 15 mars est ouverte à tous les adhérents sans exception. Elle est en grande partie consacrée au travail des commissions qui ont pour tâche de mettre au point les motions qui fixeront la position de la NAR sur les deux sujets qui ont été retenus cette année, à savoir *La protection sociale* et *La décentralisation*.

Les adhérents recevront avant la fin février, par courrier, les projets de motions proposés par le Comité directeur.

La journée du dimanche 16 mars est réservée aux membres du Conseil national. Elle est consacrée à la présentation du rapport politique par le Comité directeur, aux votes des motions élaborées la veille et à l'adoption d'une *Déclaration de politique générale* qui donnera les lignes directrices que suivra le mouvement dans l'année à venir.

SOUSCRIPTION

Tous les dons recueillis depuis le 1^{er} septembre 2002 viennent s'inscrire au crédit de notre prochaine souscription du printemps 2003. Merci à tous ceux qui alimentent régulièrement notre « trésor de guerre ». Grâce à eux nous pouvons ainsi poursuivre notre combat en dépit des conditions difficiles.

5^e liste de souscripteurs

Maurice Asta Richard 10 € - Dominique Baudson 50 € - Nicolas Bertrand 4 € - Djamel Boudjelal 20,57 € - Armand Boyé de Kermorial 20 € - Jean Dauvergne 15,75 € - Luc Durand 20 € - Michèle Dutac 7,24 € - Philippe Favre 60 € - Jean-François Fouqué 13 € - Patrick Jacques 7,62 € - Pascal Jagusinski 50 € - Pierre Jallut 24 € - Blandine Kriegel 40 € - Antoine Lazinier 72,87 € - Guy Leclerc-Gayraud 10,29 € - M.P. (Hauts de Seine) 5 € - Michèle Pinson 30 € - Yolande de Prunelé 50 € - Aimé Richardt 100 €.

Total de cette liste : 610,34 €

Total précédent : 1924,88 €

Total général : 2535,22 €

INTERNET

Notre « liste de diffusion » sur internet permet d'être régulièrement et rapidement tenu au courant des activités royalistes. Des centaines de personnes y sont maintenant inscrites.

Pour s'abonner à la liste rien de plus simple : ce service est entièrement gratuit, il suffit d'envoyer un courriel à notre adresse :

NouAcRoyal@aol.com en nous faisant part de votre désir et en nous donnant votre adresse électronique.

Les dépêches que nous envoyons aux abonnés de la liste peuvent aussi bien contenir des renseignements pratiques (réunions, nouvelles parutions) que des nouvelles brèves sur le royalisme français, l'action des Princes, etc.

D'autre part, nous essayons de constituer un annuaire, le plus complet possible, des sites internet concernant les monarchies et monarchistes des pays étrangers, ainsi que, d'une manière plus générale tous les sites qui touchent au royalisme. Faites-nous part de vos trouvailles en ce domaine.

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 19 février - Pas de réunion en raison des vacances d'hiver.

● Mercredi 26 février : Rédacteur en chef au *Figaro*, responsables des pages "Idées" de ce quotidien, **Joseph MACÉ-SCARON** publie régulièrement des essais et des romans très appréciés. Depuis son adolescence, il est le lecteur attentif de plusieurs philosophes, Hannah Arendt notamment - et Montaigne auquel il consacre son dernier ouvrage, présenté par Gérard Leclerc dans *Royaliste* (n° 807). Il s'agit d'un essai, non d'une biographie ou d'une analyse savante. Celui d'un honnête homme du XXI^e siècle qui tient ce philosophe du XVI^e siècle pour un ami intime éclairant le cours de notre monde avec une gaie lucidité. « **Montaigne, notre contemporain** » : fréquenter ce « maître à vivre » nous permet de mieux appréhender l'obscurantisme, la violence, l'ordre social sans perdre de vue la question politique

ADHÉSION

Rappelons que l'adhésion à la N.A.R. est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement

à sauter le pas et à **prendre leur carte**. C'est encore la manière la plus utile de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience.

Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

Toutes les personnes ayant adhéré avant le 15 mars pourront participer aux travaux du congrès dont nous avons rappelé ci-dessus le déroulement.

REVUE Cité

Un numéro de la revue *Cité* est en cours de fabrication. Il s'agit d'un dossier entièrement consacré à l'éminent économiste **François Perroux**. Une brillante équipe de rédacteurs rassemblée et dirigée par François Denoël, animateur de l'Institut des Sciences économiques et appliquées, a réalisé ce numéro exceptionnel.

L'abonnement à *Cité* (un an, quatre numéros) est au prix de 24 €.

Des prospectus de présentation du numéro sont disponibles sur simple demande.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.
- ✓ Adresse électronique : **NouAcRoyal@aol.com**
- ✓ Site internet : **http://www.multimania.com/royaliste**
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Face au nationalisme

Que reste-t-il aux gens de gauche qui ont sacrifié la tradition socialiste, trahi leurs promesses, renié leurs engagements ? L'antimonarchisme ! Ou plutôt, la dénonciation du monarchisme et du royalisme tels que la gauche les avait autrefois fabriqués grâce au bricolage idéologique maurassien.

Cela fait longtemps que l'Action française n'apparaît plus sur la scène politique, mais il reste un paquet de concepts et d'images que les renégats de gauche exploitent lorsque Jean-Marie Le Pen se fait trop discret. Le pétainisme, le nationalisme, le racisme, le cléricalisme, l'intégrisme catholique : telle est la mixture parfumée à la fleur de lys qu'on réchauffe avec des mines dégoûtées.

Comme Jean-Marie Colombani et Edwy Plenel ont beaucoup à faire pour conserver l'estime qu'ils ont d'eux-mêmes, *Le Monde* se livre volontiers à cette cuisine. Voici peu, il racontait l'itinéraire d'un adolescent romantique, amateur de chevalerie, dérivant de l'Action française vers le néo-nazisme avant de se suicider. L'exploitation de cette tragédie toute personnelle lève le cœur. Donner une leçon de politique à partir d'un cas pathologique relève de l'imposture. Et la bonne conscience un instant retrouvée se paie de gros mensonges par omission : par exemple la part prise par de nombreux militants de gauche et d'extrême gauche dans la collaboration avec le nazisme. Jean-Marie Colombani devrait s'en souvenir, tout comme les lecteurs des biographies de Lionel Jospin.

Je pourrais durcir et préciser la polémique sans craindre la

moindre réponse puisque notre journal n'est plus cité dans les colonnes du *Monde* depuis une quinzaine d'année. Ceci pour une raison simple : des royalistes laïcs, républicains et démocrates, fidèles à l'esprit de la Résistance, qui combattent depuis plus de trente ans le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, cela n'entre vraiment pas dans le schéma qui enferme le royalisme dans une nostalgie extrémiste.



Ces manipulations seraient dérisoires si elles n'aboutissaient pas à une véritable désinformation. A quelques exceptions près, silence sur Siméon de Bulgarie, Michel de Roumanie et Alexandre de Yougoslavie. Silence sur le combat démocratique des monarchistes iraniens et irakiens. Mise en scène de groupuscules extrémistes en Russie et en Serbie... Les journalistes du *Monde* et d'ailleurs qui se livrent à ces occultations et dénigrements ne s'aperçoivent pas qu'un large public féru d'histoire connaît ou peut facilement découvrir le gallicanisme des Capétiens, l'alliance nouée entre les rois très chrétiens et la Turquie ottomane, le rôle joué par les rois de Roumanie et de Bulgarie dans la

protection de leurs concitoyens juifs pendant la seconde guerre mondiale, la résistance aux nazis du général Mihaïlovic en Yougoslavie, ou plus généralement la manière décisive et pacifique par laquelle les monarchies européennes (sauf en France) assurèrent la transition de l'absolutisme vers la démocratie parlementaire.

Le débat sur le « souverainisme » et les ébranlements extérieurs m'incitent à souligner aujourd'hui la constante opposition entre la monarchie et le nationalisme. Elle s'observe en France où la fidélité dynastique et l'action des princes ont été étouffées pendant plusieurs décennies par le nationalisme maurassien. Elle se vérifie à l'Est de l'Europe : la popularité du roi Siméon et du roi Michel est étrangère à la pulsion nationaliste et le prince Alexandre s'est toujours opposé à Slobodan Milosevic.

Les travaux publiés sous la direction de Rémy Leveau et Adallah Hammoudi confirment dans une large mesure cette antinomie. La monarchie marocaine a certes connu son moment nationaliste mais en Egypte, en Irak, en Libye, les royautés ont été balayées par des dictateurs militaires qui ont eu ou conservent la faveur, en France, de démocrates et de républicanistes patentés : la gauche progressiste célébra Nasser, la gauche jacobine reste fascinée par Saddam Hussein et le parti Baas, et les nationalistes autoritaires de droite et de gauche ont des complaisances pour l'extrémisme serbe. En Occident et en Orient, les rois et les princes opposent aux tyrannies modernes et aux fantasmes meurtriers un projet démocratique et pacifique qui peut remédier aux états de violence, en toute légitimité.

Bertrand RENOUVIN